



Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale

Distr. générale
10 août 2012
Français
Original: anglais

Comité pour l'élimination de la discrimination raciale Soixante-dix-septième session

Compte rendu analytique de la 2039^e séance

Tenue au Palais Wilson, à Genève, le vendredi 20 août 2010, à 10 heures

Président: M. Kemal

Sommaire

Examen des rapports, observations et renseignements présentés par les États parties
conformément à l'article 9 de la Convention (*suite*)

Huitième et neuvième rapports périodiques de l'Estonie (suite)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Groupe d'édition, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques du Comité seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la session.

La séance est ouverte à 10 heures.

Examen des rapports, observations et renseignements présentés par les États parties conformément à l'article 9 de la Convention (suite)

Huitième et neuvième rapports périodiques de l'Estonie (suite) (CERD/C/EST/8-9; CERD/C/EST/Q/8-9; HRI/CORE/1/Add.50/Rev.1)

1. *Sur l'invitation du Président, la délégation estonienne reprend place à la table du Comité.*

2. **M. Seilenthal** (Estonie) dit que les antagonismes entre les différents groupes de la population estonienne remontent à 1940, lorsque le pays a été intégré de force dans l'Union soviétique. Sous le régime de Staline et de ses successeurs, des dizaines de milliers d'Estoniens ont été déportés, en 1941 et en 1949, sous le prétexte d'accélérer la collectivisation. Ensuite, des déplacements de population ont eu lieu selon le système soviétique de planification centralisée, au titre duquel des travailleurs ont été envoyés à des postes qui leur étaient assignés n'importe où en Union soviétique. Selon certaines études, pendant les 50 années qu'a duré l'occupation soviétique, au moins 7 millions de personnes ont vécu en Estonie pendant au moins un an puis en sont parties. Ces processus ont fondamentalement modifié la situation démographique de l'Estonie. En 1989, seulement 61,5 % de la population étaient constitués d'Estoniens et leur nombre a diminué. Ils sont actuellement minoritaires dans un comté et tout juste majoritaires à Tallinn. Il existe encore des lieux et des institutions où les Estoniens ne peuvent pas s'occuper de leurs affaires dans leur propre langue. Beaucoup de choses ont changé au cours des 19 années qui ont suivi l'indépendance, mais le pays porte toujours les marques de ce chapitre de son histoire.

3. Le taux de naturalisation a chuté parce que la majorité de la population qui souhaitait acquérir la nationalité estonienne l'a déjà fait. Grâce à des conditions d'obtention relativement souples, l'Estonie a accordé la nationalité à plus de 150 000 personnes au cours des 16 dernières années: elles représentent maintenant plus de 15 % de l'ensemble des citoyens. La plupart d'entre elles vivent dans le pays depuis longtemps, parlent couramment l'estonien et envisagent de rester dans le pays. On ne dispose pas de données actualisées sur la nationalité des citoyens et il n'y a pas de catégorie «nouveaux» citoyens. D'une manière générale, les citoyens des autres pays tendent à appartenir à une génération plus ancienne, et les personnes de nationalité non déterminée comprennent beaucoup de personnes entre deux âges. On compte peu des jeunes dans ces groupes, probablement parce que ceux dont la vision du monde s'est forgée avant 1991 trouvaient plus difficile de changer. En outre, des parents ont demandé la nationalité estonienne au titre de la procédure simplifiée pour leurs enfants mais pas pour eux-mêmes. Il est compréhensible qu'après l'effondrement du bloc soviétique, certaines personnes aient demandé à acquérir la nationalité russe. On compte actuellement quelque 95 000 citoyens russes résidant en Estonie, dont la majorité dispose de permis de séjour permanent. Les personnes de nationalité inconnue sont celles qui n'ont voulu éliminer aucune option. Elles ont reçu un «passeport gris», un document de voyage qui leur permet de circuler sans visa dans l'Union européenne et en Russie. Les détenteurs d'un passeport national ayant besoin d'un visa pour se rendre dans l'autre entité, le passeport gris explique pourquoi beaucoup d'individus ont choisi de ne pas déterminer leur nationalité.

4. **M^{me} Reimaa** (Estonie) dit que les politiques et plans d'action détaillés du Gouvernement sont consultables sur les sites des ministères responsables de leur mise en œuvre. Le Ministère de la culture est maintenant chargé de l'intégration et met actuellement en œuvre la deuxième stratégie d'intégration (2008-2013). La stratégie insiste sur l'aspect bidirectionnel du processus d'intégration. Il s'agit notamment de promouvoir les cultures des minorités nationales et leur contact avec les pays d'origine; de contribuer à la préservation de leur identité et de leur patrimoine culturel; de les faire davantage participer

à la vie économique, culturelle et sociale du pays et de créer des organes de consultation. Le Gouvernement appuie plusieurs projets, y compris des troupes de théâtre russes et des diffuseurs de programmes de radio et de télévision en arménien, azerbaïdjanais, biélorussien, ukrainien et yiddish. La stratégie vise également à soutenir le sentiment d'appartenance des résidents permanents à la société estonienne et leur connaissance de la langue nationale, de leur propre langue maternelle et de la culture nationale. La stratégie adhère aux valeurs européennes, notamment à celle du respect de la diversité culturelle, du dialogue multiculturel, de la prévention de l'isolement national et du renforcement de l'identité nationale. Quelque 60 % du budget de la stratégie ont été alloués à l'éducation et à la culture, 20 % aux activités sociales et économiques et 16 % aux questions juridiques et politiques. La stratégie comporte des mesures visant à renforcer le lien entre les différentes nationalités par le biais d'organisations non gouvernementales (ONG) estoniennes ou au service des minorités. On compte actuellement plus de 260 ONG et associations représentant les minorités ethniques.

5. En 2009, l'Estonie a accueilli 3 647 nouveaux migrants, dont un bon nombre de l'Union européenne et, dans la plupart des cas, à des fins de regroupement familial. Entre 1997 et 2009, seuls 162 demandeurs d'asile sont arrivés en Estonie. En 2008, 57 immigrés clandestins sont entrés dans le pays et en 2009 ce nombre est passé à 134.

6. Il existe 18 «écoles du dimanche» qui permettent aux membres des groupes minoritaires d'apprendre leur langue. Les écoles reçoivent une aide du Ministère de l'éducation et de la recherche. Deux de ces écoles enseignent l'arménien, une l'azéri, une le finnois, trois le russe, trois l'ukrainien, deux l'ouzbek et une le yiddish. Le russe compte de nombreux locuteurs en Estonie parmi les membres des minorités nationales, comme langue maternelle ou deuxième langue. Il est employé dans le système éducatif, les activités culturelles et les médias, les affaires, les banques et la publicité.

7. En 2008, le Conseil des minorités ethniques a été établi pour guider le Ministre de la culture sur la question de la vie culturelle des minorités ethniques du pays. Il est constitué de représentants de toutes les organisations-cadres des différentes minorités. Il rencontre le Ministre de la culture tous les trimestres pour discuter des problèmes et échanger des vues sur la politique culturelle et l'intégration. En 2010, l'Assemblée des jeunes des minorités ethniques a été établie sous les auspices du Conseil pour encourager les jeunes à pratiquer des activités culturelles et à s'occuper de la préservation de leur langue et de leur culture nationales. En mai 2010, l'Assemblée estonienne de coopération, un réseau d'ONG, a mis en place la table ronde des nationalités qui réunit des minorités traditionnelles et des représentants des nouveaux immigrés. L'Assemblée préparera une synthèse annuelle des problèmes du moment, qui sera présentée au Président estonien; elle a pour but de renforcer la coopération avec les ONG au service des minorités.

8. En octobre 1993, le Gouvernement a promulgué la loi sur l'autonomie culturelle des minorités nationales. Son principal objectif est de doter les sociétés culturelles des minorités nationales d'un partenaire au niveau des autorités locales et de l'État chargé de l'enseignement des langues des minorités et de la promotion de leur culture nationale au moyen de ressources, de bourses d'études et de prix. Les organes de l'autonomie culturelle gèrent les activités des maternelles, des écoles, des établissements culturels nationaux, des entreprises, des maisons d'édition et des institutions de protection sociale concernés. Il existe des personnes morales indépendantes qui ont le statut d'organisation à but non lucratif. S'agissant des Russes, l'enseignement de leur langue est assuré par l'État; la communauté est importante et dense dans toutes les régions, ce qui explique que la plupart des responsables ont gardé leur langue maternelle comme principale langue de communication. Les membres de nombreux autres groupes ethniques ont cessé d'utiliser leur langue nationale dans la vie quotidienne, ce qui a entraîné un affaiblissement de leur

identité nationale et culturelle. La loi devrait aider les minorités nationales très dispersées à maintenir leur langue et leur culture, et ainsi à promouvoir leur identité culturelle.

9. **M^{me} Hannust** (Estonie) dit que le Gouvernement continuera d'étudier la possibilité de ratifier les instruments internationaux mentionnés par le Comité. La Convention relative au statut des apatrides et la Convention sur la réduction des cas d'apatridie sont considérées comme les plus urgentes, car le Gouvernement a déjà accordé davantage de droits aux personnes de nationalité indéterminée qu'à celles protégées par ces instruments. Elle n'est pas en mesure de préciser la date à laquelle l'Estonie ratifiera le Protocole additionnel à la Convention sur la cybercriminalité, mais ce sera à coup sûr dans un proche avenir.

10. La Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale a été invoquée par les tribunaux estoniens dans 15 affaires, dont la plupart avait trait à un différend relatif au personnel militaire retraité de l'ex-Union soviétique, actuellement examinées par la Cour européenne des droits de l'homme. Les tribunaux estoniens n'insistent pas sur la Convention et se contentent de la reconnaître, peut-être parce que les avocats estoniens hésitent à appliquer le droit international dans le pays. La première référence à la Convention ne remontant qu'à 2007, on s'attend à ce que les instruments internationaux soient plus souvent invoqués devant les tribunaux nationaux.

11. En réponse à la question relative à l'affaire de haine raciale sur Internet, M^{me} Hannust dit qu'un article sur un homme d'affaires publié sur un portail d'information a donné lieu à des commentaires anonymes sur sa nationalité, qui était russe. Il a réclamé des dommages-intérêts devant la justice, et le tribunal a estimé que le portail Web était responsable des commentaires insultants. Il s'en est suivi que les portails Internet ont commencé à modérer les commentaires du public formulés sur leurs sites et qu'il existe désormais un système au service des internautes qui leur permet d'informer le personnel du portail d'un propos insultant qui est alors supprimé. L'affaire a également provoqué des débats sur la modification de l'article 151 du Code pénal. M^{me} Hannust explique que la condition selon laquelle l'incitation à la haine doit entraîner des dommages pour être réprimée a été introduite afin de trouver un équilibre entre protéger la dignité de la population sans nécessairement limiter la liberté d'opinion. Le Gouvernement a réalisé que cette mesure n'était pas aussi efficace qu'il l'espérait, et le Ministère de la justice prépare actuellement un projet de loi qui modifiera cet article. Le Ministère des affaires étrangères ne dispose actuellement d'aucune information sur sa teneur mais posera la question de l'interdiction des organisations racistes dans ce contexte.

12. La définition de la discrimination raciale qui figure dans la loi sur l'égalité de traitement couvre la discrimination active et passive, mais il est vrai qu'elle n'expose que peu de motifs de discrimination: en tout état de cause, l'interdiction de la discrimination prévue par la Constitution est beaucoup plus stricte. Le Commissaire à l'égalité des sexes et à l'égalité de traitement a proposé d'étendre le champ d'application de la loi sur l'égalité de traitement.

13. **M. Thornberry** (Rapporteur pour l'Estonie) a noté les références aux langues des groupes minoritaires comme des «langues étrangères». L'expression n'a pour but que de distinguer les autres langues de la langue nationale officielle, l'estonien. Il n'existe aucune règle sur la langue qu'une personne doit employer, sauf dans certains services publics, comme ceux du maintien de l'ordre, de la santé et de l'éducation.

14. Les affaires de discrimination raciale peuvent se régler par voie de conciliation, selon ce que le procureur juge opportun; il ne dispose cependant d'aucun détail sur de telles affaires.

15. Quatorze partis politiques sont enregistrés, dont six sont représentés au Parlement. Certains ont été créés pour servir les intérêts de la minorité russe, mais aucun de ceux-ci n'a

obtenu suffisamment de voix pour entrer au Parlement. Tous les partis politiques comptent des membres russes, y compris le très influent parti centriste.

16. **M^{me} Reimaa** (Estonie) dit que la minorité nationale la plus importante est russe avec 95 000 membres, suivie par les minorités ukrainienne, finlandaise et lettonne. Il reste qu'on demande généralement aux personnes de déclarer leur nationalité plutôt que leur appartenance ethnique.

17. **M. Seilenthal** (Estonie) rappelle que six membres d'un parti russe ont été élus au Parlement entre 1995 et 1999, bien qu'en réalité seule la moitié de la communauté russe ait voté pour eux. Aux élections de 2007, le parti constitutionnel, qui représente des intérêts russes, n'a obtenu que 2 % des voix.

18. L'Institut estonien de la mémoire historique a ouvert ses portes en 2008 afin de poursuivre le travail de la Commission internationale estonienne pour la recherche sur les crimes contre l'humanité, qui était un organe indépendant dont la direction comprenait plusieurs membres étrangers. La Commission a publié des rapports sur l'occupation allemande en Estonie (1941-1944) et les deux occupations soviétiques (1940-1941 et après 1944). D'autres questions portant sur l'occupation de l'Estonie ne manqueront pas de se poser et devront être abordées avec doigté.

19. Un permis de construire a été accordé pour une mosquée dans la capitale, Tallinn, mais les travaux n'ont pas encore commencé. Une nouvelle église russe orthodoxe et une synagogue ont été construites au cours des dernières années.

20. Le Comité a évoqué la diffusion de livres racistes sur l'Holocauste. La diffusion de tels livres est tout à fait restreinte: dans un cas des poursuites ont failli être engagées, mais tout cela est difficile puisqu'il faut parallèlement protéger la liberté d'expression.

21. On a enregistré un certain nombre d'affaires impliquant des groupes de skinheads en 2006 et 2007. La police et les forces de sécurité ont renforcé la surveillance de ces groupes et aucun incident de ce type n'a eu lieu récemment.

22. **M^{me} Reimaa** (Estonie) dit que les hommes sont davantage touchés par la crise économique que les femmes qui représentent 45 % de l'ensemble de la population au chômage. Des données ventilées sur les immigrés seront bientôt disponibles.

23. La majorité des renseignements qu'elle a donnés concerne les demandeurs d'asile et les immigrés clandestins. La plupart de ceux qui entrent légalement en Estonie sont sur la route d'un autre pays de l'UE et profitent des règlements européens sur la liberté de circulation, mais leur destination finale n'est pas enregistrée.

24. Le Gouvernement déploie des efforts considérables pour sensibiliser la population à la nécessité d'une intégration juridique, politique et sociale de tous les résidents de l'Estonie. Le but est de leur donner les mêmes chances de participer à la vie sociale et politique.

25. **M^{me} Hannust** (Estonie) dit que le bureau du Chancelier de justice est actuellement l'organe qui se rapproche le plus d'une institution de défense des droits de l'homme en Estonie. Il serait probablement classé dans la catégorie B en application des Principes concernant le statut des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme (Principes de Paris) eu égard à ses contacts actuels avec des ONG et au niveau de l'éducation aux droits de l'homme dispensée. Dans un petit pays comme l'Estonie, doté de ressources limitées, il est improbable qu'une institution complètement nouvelle soit créée; il reste qu'il sera peut-être possible de faire passer le bureau dans la catégorie A.

26. **M. Seilenthal** (Estonie) dit que le Centre pour la cyberdéfense en coopération (CDC), un centre d'excellence de l'OTAN, doit être décrit comme un établissement de «e-défense» plutôt que «e-militaire». Il a été créé en réponse au risque de perturbations

généralisées qui feraient suite à toute attaque des systèmes informatiques indispensables pour tous les aspects de la vie quotidienne. Un expert estonien est membre du comité chargé de cette question, qui fera rapport à l'Assemblée générale à l'automne 2010.

27. **M. Murillo Martínez** demande combien de fois la Convention a été invoquée devant les tribunaux pour des infractions racistes sur Internet.

28. Le Comité a été saisi de communications émanant de particuliers en vertu de l'article 14 de la Convention par du personnel militaire de l'ex-Union soviétique. Quels en ont été les résultats?

29. **M^{me} Hannust** (Estonie) dit que le personnel militaire en question a porté plainte pour discrimination parce qu'à leur départ à la retraite, ils n'ont pas eu le droit de réclamer une pension du Gouvernement estonien et de la Fédération de Russie en tant qu'État successeur de l'ex-Union soviétique.

30. **M. Avtonomov** s'inquiète des références constantes de la délégation à la nationalité plutôt qu'à l'origine ethnique. Les personnes issues de groupes minoritaires ethniques peuvent souffrir de discrimination même si elles sont citoyennes du pays. Il rappelle l'importance de recueillir des données ventilées sur les différents groupes ethniques. Les données dont dispose le Comité, montrant par exemple un nombre disproportionné d'individus appartenant à des minorités russophones parmi la population carcérale, montrent bien l'existence d'une discrimination. Certains groupes ethniques peuvent subir en permanence des conditions d'existence très difficiles ou être victimes de discrimination dans l'emploi, source de mécontentements, et, *in fine*, de conflits entre les groupes ethniques. Il est dans l'intérêt du Gouvernement de recueillir des données sur ces questions. Il est possible d'appliquer des méthodes de collecte de données qui ne stigmatisent pas les groupes concernés mais fournissent quand même des renseignements utiles sur leur revenu moyen, les niveaux d'éducation, etc.

31. Il reconnaît qu'il est difficile de recueillir des informations sur la population rom qui est souvent nomade. Néanmoins, s'il était possible de recueillir des statistiques pertinentes, elles pourraient être utiles au Gouvernement pour demander des fonds à l'Union européenne en vue d'aider la population rom. Il demande en outre le degré d'intérêt des Roms d'Estonie à apprendre et à utiliser la langue rom. Existe-t-il des manuels de langue rom?

32. **M. Avtonomov** voudrait également qu'on lui cite des exemples de discrimination à l'égard des russophones dans la vie quotidienne. Ainsi, en dehors des zones où se concentrent la plupart des russophones, rencontrent-ils des problèmes pour comprendre les informations qui paraissent dans les médias ou utiliser les services sanitaires ou sociaux? Il s'agit d'un problème particulier pour les personnes âgées qui peuvent trouver difficile d'apprendre l'estonien. Des plaintes ont-elles été déposées et, si tel est le cas, quelles ont été les mesures prises? Ici aussi, il est dans l'intérêt de l'État partie de s'occuper de cette discrimination ordinaire au quotidien avant que des tensions ne s'accumulent.

33. **M. Seilenthal** (Estonie) dit qu'en raison de l'histoire récente de l'Estonie, certains individus hésitent à déclarer leur origine ethnique; c'est pourquoi il est difficile de recueillir des statistiques ventilées. Néanmoins, des données sur la population carcérale sont disponibles et ont été transmises par la délégation.

34. En général, les statistiques datant d'avant la crise économique mondiale montrent trois groupes à haut risque de pauvreté: les ruraux, les familles nombreuses et les femmes d'âge moyen des minorités russophones. La délégation fournira des statistiques sur la situation depuis l'éclatement de la crise économique: le chômage est à son maximum dans le nord-est du pays, où l'on compte une proportion élevée de russophones, et dans le sud-est, où il n'y en a pratiquement aucun.

35. **M^{me} Reimaa** (Estonie) dit que les non-citoyens ne sont pas victimes de discrimination. Ils ont le droit de participer à toutes les organisations de leur choix et de voter aux élections locales, mais non nationales, s'ils ne sont pas citoyens de l'Union européenne.

36. Une organisation a lancé une campagne en faveur de l'autonomie culturelle russe. Elle n'a toutefois pas été en mesure de parvenir à un consensus avec d'autres organisations russophones, de sorte que la campagne est restée sans effet.

37. Le Ministère de l'éducation et de la recherche a accordé une attention considérable à l'enseignement de la langue et de la culture roms. Il est cependant difficile de recruter des enseignants de la communauté rom et les autres enseignants ont beaucoup à apprendre avant de pouvoir assurer cet enseignement convenablement. Il faut espérer que les organisations roms participeront davantage aux efforts d'éducation. Le Gouvernement finance l'enseignement de la langue et de la culture roms: un projet international d'envergure sur les méthodes et les matériels pédagogiques a été lancé en 2006 en collaboration avec des organisations roms de Finlande.

38. Toutes les plaintes pour discrimination, même relativement mineure et ordinaire, décrites par M. Avtonomov, sont enregistrées et font l'objet d'une enquête approfondie. Selon M^{me} Reimaa, les problèmes sont dus à l'absence de connaissances linguistiques des individus plutôt qu'à une discrimination ancrée dans la société en général. Les jeunes aussi peuvent parfois rencontrer des problèmes s'ils ne connaissent pas le russe. En tout état de cause, ils sont conscients de la nécessité de maîtriser des langues étrangères pour améliorer leurs chances de trouver un emploi. Un grand nombre d'entre eux apprend l'anglais, le russe et même le finnois.

39. **M. de Gouttes** appelle l'attention sur l'importance de recueillir des données sur les indicateurs socioéconomiques, y compris sur les taux de criminalité et de détention, pour que les groupes les plus exposés aux risques de marginalisation et, en conséquence, à la discrimination raciale ou ethnique puissent être identifiés. Il souligne que les tentatives de conciliation peuvent être bénéfiques dans les affaires individuelles et collectives de discrimination raciale afin d'éviter de saisir la justice lorsque c'est possible. Il s'interroge sur le rôle des différentes églises présentes dans l'État partie au regard de la promotion de l'entente raciale et de la tolérance. Si elles en ont la volonté, elles peuvent sensiblement contribuer à la cohésion sociale et à la paix.

40. **M^{me} Reimaa** (Estonie) dit que de nombreux travaux sont réalisés sur les indicateurs, en particulier dans le contexte de l'Union européenne, car il est important que des pays puissent se comparer à des normes mesurables. Les plans d'action initiaux de l'Estonie comportaient trop d'indicateurs et les plans actuellement élaborés pour 2011-2013 seront rationalisés dans ce sens en s'appuyant sur des recherches approfondies. Le suivi de l'intégration devrait débiter en 2011 et le Gouvernement est particulièrement désireux de développer la recherche sur le logement, en tenant compte d'éléments d'appréciation d'autres pays. S'agissant du rôle des églises, elle dit que le Gouvernement poursuit un dialogue soutenu avec les différentes confessions représentées.

41. **M^{me} Hannust** (Estonie) ajoute que la question de savoir pourquoi le mécanisme de conciliation estonien n'est pas davantage utilisé n'a pas été examinée dans le détail.

42. **M. Saidou**, estimant qu'un pays peut, quelle qu'en soit la taille, établir une institution nationale de défense des droits de l'homme conforme aux Principes de Paris, demande quel est le mode de désignation du Chancelier de justice et s'il dispose de son propre personnel d'exécution.

43. **M^{me} Hannust** (Estonie), prenant note de l'observation de M. Saidou, dit que l'Estonie est davantage en mesure d'adapter une institution existante pour se conformer aux

Principes de Paris que d'en créer une nouvelle. Le Chancelier de justice est nommé par le Parlement et le Président pour un mandat de sept ans renouvelable. Il peut être révoqué s'il est condamné pour un délit. Le Chancelier dirige un bureau doté de son propre budget, qui fonctionne conformément à un acte juridique précis; d'autres renseignements sont publiés sur le site Web du bureau. L'indépendance du Chancelier et de son bureau est garantie par la loi; avec quelques modifications, l'institution pourrait être conforme aux Principes de Paris.

44. **M. Peter** suggère que le site Web du Gouvernement propose des liens vers davantage de sites ministériels afin d'équilibrer la place importante accordée actuellement aux affaires étrangères et aux finances. Il convient qu'il n'est pas nécessaire que l'État partie crée une nouvelle institution de défense des droits de l'homme car il est clair que le Chancelier de justice est déjà très actif. Il propose que le poste soit moins celui d'un médiateur et modifié pour le conformer aux Principes de Paris. Il demande des précisions sur les affaires dont a été saisi le Chancelier qui ont été réglées sans procès.

45. **M^{me} Hannust** (Estonie) répond que la catégorie comprend non seulement les cas dans lesquels un règlement amiable a été conclu, mais également ceux qui ont été rejetés parce qu'ils ne relevaient pas de la compétence du Chancelier.

46. **M. Seilenthal** (Estonie) dit qu'en réponse aux suggestions réitérées du Gouvernement de demander son accréditation, le bureau du Chancelier de justice a expliqué que des ressources additionnelles sont nécessaires pour assumer des fonctions supplémentaires. Le Gouvernement continuera d'appuyer cet effort, et l'intervenant espère que des avancées seront possibles lorsque la situation financière se sera améliorée.

47. **M. Calí Tzay** félicite l'État partie des progrès réalisés face à l'adversité et l'encourage à poursuivre ses efforts pour surmonter les difficultés restantes dans la lutte contre le racisme et la discrimination.

48. **M. Thornberry** (Rapporteur pour l'Estonie), relevant avec satisfaction le dialogue constructif avec la délégation, qui a permis de fournir au Comité des renseignements d'intérêt, encourage le Gouvernement à poursuivre et à accroître la participation d'ONG dans la préparation des rapports au Comité et à d'autres organes analogues. Il attire l'attention sur plusieurs questions présentant un intérêt particulier, comme la nécessité de disposer de données et d'indicateurs fiables sur la discrimination directe et indirecte, la stratégie d'intégration de l'État partie, la sensibilisation à la Convention et les procédures de conciliation.

49. Les institutions nationales de défense des droits de l'homme jouent un rôle nouveau mais important dans les travaux du Comité et M. Thornberry espère que l'État partie sera bientôt doté d'une institution accréditée conformément aux Principes de Paris. Il s'intéresse tout particulièrement à l'Institut estonien de la mémoire historique qui peut contribuer au processus d'apaisement, à condition que ses conclusions aient suffisamment de poids pour être respectées, même si elles ne sont pas universellement acceptées, et servent de base aux débats à venir.

50. **M^{me} Reimaa** (Estonie), remerciant le Comité de ses observations et questions, dit que le Ministère de la culture entretient des relations solides avec des ONG, ce qui explique en partie qu'il ait été chargé des questions des minorités. La culture peut être utilisée de façon neutre pour le dialogue sur toute une série de sujets, et le Ministère tient beaucoup à promouvoir une interaction entre les différentes minorités et populations et les différents groupes religieux tout en sensibilisant aux questions des droits de l'homme.

La partie publique de la séance prend fin à 11 h 55.